



76430

ARRÊTÉ N° AG 30 / 04 / 2026

FERMETURE DE LA COURTE CÔTELe 27 avril 2026

Le Maire de TANCARVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2131-1 et L. 2131-2-2°, L.2212-1, L. 2212-2, L.2213-1 et L.2213-2,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu le Code de la Route notamment son article R.110-2 et R.411-3,

Vu l'arrêté général de circulation et de stationnement n° AG 16/04/2025 du 8 avril 2025,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Considérant le souhait de l'école Marie Lebreton d'emprunter la courte côte avec ses élèves pour se rendre sur la partie basse de la commune,

Considérant la demande de cette école d'interdire la circulation le lundi 27 avril 2026 de 9 h 00 à 16 h 00 sur cette voie pour que les enfants descendent en toute sécurité,

Considérant qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRÊTE

Article 1 : Le 27 avril 2026 de 9 h 00 à 16 h 00, la Courte Côte (V.C n° 202) sera interdite à la circulation et au stationnement des véhicules à moteur et des cyclomoteurs, à l'exception des véhicules d'intérêt général prioritaires et des véhicules des services publics d'intervention urgente, aux services postaux et au personnel du service technique.

Article 2 : Une autorisation de circulation est accordée aux riverains de cette voie.

Article 3 : Les bénéficiaires de dérogations visés aux articles 1 et 2 devront pouvoir en apporter la justification, à la demande des représentants des forces de l'ordre. Tout conducteur de véhicule, autre que ceux appartenant aux catégories désignées aux articles 1, 2 ci-dessus, circulant dans la zone s'exposera à être verbalisé. Tout véhicule stationnant indûment dans ladite zone sera considéré comme gênant la circulation et mis en fourrière par les autorités compétentes, aux frais des propriétaires.

Article 4 : La mise en place de la signalisation sera effectuée par le service technique de la commune.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de ROUEN, 53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN, dans un délai de deux mois, à la date de publication.

Article 6 : Monsieur le Maire, Monsieur le Capitaine de la Brigade de Gendarmerie de Saint Romain de Colbosc, Monsieur le Chef de la Police Municipale Intercommunale de Caux Seine agglo ainsi que le service technique communal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour information :

Monsieur le Directeur du SAMU 76 du HAVRE

Monsieur le Directeur du SDIS 76 d'YVETOT

Service Postaux

Fait à TANCARVILLE, le 14 avril 2026

Le Maire,
Christophe LAPERT

